

Département du Var

République Française

Arrondissement de Draguignan

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Nombre de Conseillers : En exercice : 48 Présents : 42	Séance du : 4 avril 2022	Date de publication : 11 avril 2022
--	-----------------------------	--

L'an deux mille vingt-deux, le quatre avril à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 29 mars 2022, s'est réuni à la Communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - RENARD Patrick - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - POUSSIN Julien - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - DEBAISIEUX Jean-François - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - JEANPIERRE Jimmy - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken.

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : RACHLINE David donne procuration à MASQUELIER Frédéric - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise donne procuration à ISEPPI Stéphane - BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - CURTI Fabrice donne procuration à MARCHAND Charles.

NON REPRESENTES : REGGIANI Jean-Paul - FRADJ Laurence.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. JEANPIERRE.

SÉCURITÉ CIVILE

*

ÉLABORATION DU PLAN INTERCOMMUNAL DE SAUVEGARDE

*

- N° 50 -

M. CORDINA, Conseiller Communautaire, expose :

Le pacte de gouvernance d'Estérel Côte d'Azur Agglomération prévoit l'élaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS), avec pour vocation d'être complémentaire aux Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) des communes afin d'améliorer et de mieux coordonner les réponses à des crises. Les objectifs envisagés étaient :

- le renforcement de la coopération entre communes (notamment en termes de personnels, de matériels et de procédures, ainsi que leur mutualisation),
- la mise à disposition d'infrastructures d'accueil,
- la consolidation du renfort des réserves communales de sécurité civile,
- la création d'outils communs de gestion des crises.

De fait, M. le Président de la Communauté d'agglomération a confié le 21 mai 2021 la mission de réalisation et de suivi de ce plan à M. Pierre CORDINA, Conseiller communautaire, qui a notamment effectué une démarche d'information auprès des élus et administrations de chacune des communes membres et travaillé à l'ébauche d'un PICS.

Cette démarche facultative a depuis lors été rendue obligatoire par la Loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021, qui a introduit dans le code de la sécurité intérieure un article L.731-4 qui dispose notamment que :

« **I.** Le plan intercommunal de sauvegarde prépare la réponse aux situations de crise et organise, au minimum :

1. la mobilisation et l'emploi des capacités intercommunales au profit des communes,
2. la mutualisation des capacités communales,
3. la continuité et le rétablissement des compétences ou intérêts communautaires.

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut désigner un vice-président ou le conseiller communautaire chargé des questions de sécurité civile afin d'assurer la mise en place, l'évaluation régulière et les éventuelles révisions du plan intercommunal de sauvegarde.

Le plan intercommunal de sauvegarde s'articule avec le plan Orsec mentionné à l'article L. 741-2.

Il est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dès lors qu'au moins une des communes membres est soumise à l'obligation d'élaborer un plan communal de sauvegarde en application de l'article L. 731-3.

II. La mise en œuvre du plan intercommunal de sauvegarde relève de chaque maire sur le territoire de sa commune, sous réserve des dispositions suivantes :

- la mobilisation des capacités de l'établissement public prévue au 1° du I relève de son président. Ces capacités sont placées pour emploi à la disposition des maires ;
- la mobilisation des capacités communales en vue de leur mutualisation prévue au 2° du même I relève de chaque maire détenteur de ces capacités ;
- les actions visant à la continuité et au rétablissement des compétences ou intérêts communautaires prévues au 3° dudit I relèvent du président de l'établissement public, sans préjudice des mesures d'urgence prises par les maires.

Le président de l'établissement public s'assure de l'articulation des plans communaux de sauvegarde et du plan intercommunal. Il organise l'appui à la mise en place, à l'évaluation régulière et aux éventuelles révisions des plans définis à l'article L. 731-3.

III. Le plan intercommunal est arrêté par le président de l'établissement public et par chacun des maires des communes dotées d'un plan communal de sauvegarde ».

De fait, le PICS ne se substitue pas au PCS. Il le complète et au besoin le renforce. De même, le maire, chargé de la sauvegarde de la population, conserve la direction des opérations de secours dans sa commune.

La démarche d'élaboration du PICS doit être accompagnée de l'information au Conseil communautaire, objet de la présente délibération.

Pour mener à bien les travaux qui conduiront à la finalisation du PICS, en étroite concertation avec les communes, un comité de pilotage sera constitué, composé d'un élu et d'un représentant de l'administration de chacune des cinq communes, ainsi que de l'agglomération. Il participera à l'élaboration technique, juridique et administrative du PICS.

A la suite de cet exposé,

VU les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2212-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.731-3, L.731-4 et L.741-2 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU l'avis de la Commission des assemblées,

Le Conseil communautaire est invité à :

PRENDRE ACTE de la démarche d'élaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde pour le territoire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, dans les conditions précitées.

LE CONSEIL,

APRES avoir entendu l'exposé de **M. CORDINA, Conseiller Communautaire,**
ET A LA DEMANDE de **M. LE PRESIDENT,**

PREND ACTE DU RAPPORT PRÉSENTÉ.

FAIT et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER